

## Après la vache folle, un nouveau regard sur les viandes et sur l'Europe

A la veille du salon de l'agriculture, dans l'un des espaces les plus contrôlés au monde, la viande de cheval est venue nous rappeler certaines réalités européennes et nationales liées à la santé et nous ouvrir les yeux sur la chaîne de valeur des viandes, partie toujours intégrante, mais un peu délaissée, de la politique agricole.

Après le coup de sonnette et de théâtre britannique, le consommateur, l'éleveur bovin et équin, le boucher, le fonctionnaire européen, le politique et le salarié du sud de la France ont vécu le déni, la colère et découvrent désormais les éléments cachés mais également les aspects positifs de cette crise non sanitaire (quoique ...) qui ne touchait qu'en fait 3% de l'activité de la société Spanghero.

---

Par François CHARLES

Économiste, conseil en stratégie et management,  
Président de l'IRCE

---

Remercions tout d'abord le Royaume-Uni qui a alerté l'Union, sans doute pour se défendre, sans encore la blâmer. Il apparaît peut être désormais mieux armé pour les contrôles, après nous avoir envoyé sa vache folle sans en connaître encore la cause, même si certains chercheurs suspectent les origines célestes mangées par les seuls vaches qui restent au pré en hiver.

Le consommateur a pu découvrir les différences culturelles avec le Royaume Uni qui ne peut supporter de manger de la viande de cheval (ni... d'escargots), que la Roumanie regorgeait quant à elle de viande de cheval, que l'on peut tout à fait en manger et qu'elle est bonne et gouteuse, que de nombreuses personnes n'ont pas cessé d'en consommer surtout en Picardie, depuis la dernière guerre mondiale où il fallait bien se nourrir, qu'il existait des éleveurs et des boucheries en Cote d'Or, que la viande de cheval n'est pas forcément plus chère, voire moins chère et surtout dans certains pays.

L'éleveur équin qui vivait tranquille, caché et résigné, et qui peut aussi s'attacher à ses bêtes comme l'éleveur de vaches, a eu peur du rejet. Mais il connaît plutôt désormais un regain d'attention qui va peut être lancer son activité pour ne plus quasiment exporter vers les marchés plutôt italiens et espagnols, d'ailleurs moins pointilleux administrativement.

L'éleveur bovin en profite pour faire valoir la pénurie de viande bovine remplacée par de la viande chevaline, même si le problème semblait être ailleurs. S'étonnera-t-on quand on sait que les aides vont plutôt aux céréaliers et que certains anciens présidents de chambre

d'agriculture préconisaient aux éleveurs de changer de métier. Je vous invite aussi à lire le compte rendu de l'étude réalisée par l'IRCE sur les différents visages de l'agriculture. En Cote d'or et portée à la connaissance de la Commission et du Parlement.

Le boucher a eu peur de trinquer mais il connaît un regain d'activité avec notamment la valorisation des filières courtes et l'affichage de l'origine de la viande, qui n'est pas encore imposée chez les industriels, bien que demandée.

Le restaurateur qui avait l'habitude d'afficher la provenance des viandes devait aussi rappeler que le problème ne touchait que la viande industrielle et congelée.

Le fonctionnaire européen s'est vu blâmé car tout le monde se demande pourquoi cela est arrivé alors que l'Europe impose des normes partout. C'est sans savoir que la démarche d'étiquetage est surtout volontaire et que les actions sont surtout faites par subsidiarité en laissant l'initiative aux Etats. Peut être faudrait il renforcer cela ? L'étiquetage n'empêche pas une fraude volontaire mais les contrôles ne sont peut être pas encore les bons. Mille cinq cent viennent d'être désormais demandés. Michel Barnier, commissaire au

Marché intérieur, dans un article du bien public du 13 février, dit que « le sujet devait être européen », rappelle que chaque pays doit s'employer à atteindre la même rigueur de vérification, et que cette exigence doit s'appliquer aux frontières de l'Europe pour éviter les exemples de l'huile de tournesol frelatée. Mais il s'agit bien ici d'un problème intra-européen qui pose la confiance sur l'étiquetage au sein même de l'Union.

Le politique, quant à lui, a vite calmé la crise en trouvant un responsable. On découvre que la santé, comme la défense ou l'espace aérien est une affaire d'Etat. Il n'était pas forcément étonnant que le ministre annonce un retrait d'agrément même provisoire. Ce qu'il l'était davantage était l'avance de culpabilité dans des délais fulgurants qui a mis en péril plus de 300 emplois pour finalement s'apercevoir de l'erreur sur 3% du chiffre d'affaires. Espérons que la justice restera indépendante et que l'Etat, qui s'est impliqué en première ligne, aidera aussi à convaincre à nouveau les clients et les fournisseurs.

On découvre aussi qu'il existe des traders comme sur les céréales ou les valeurs d'entreprises, mais que tous les flux ont traversé l'Europe sans en sortir.

Passons maintenant aux entreprises. Il fallait un bouc émissaire et il a été trouvé mais était-il le seul dans la chaîne ? Les grossistes se sont couverts et on ne saura certainement jamais s'ils étaient au courant ou non de l'opération de substitution de l'étiquette de 02 à 05. Les salariés auraient-ils pu également soulever le problème sur ces 700 tonnes de viande différente ? La justice nous le dira peut-être. L. Spangherro, ancien propriétaire qui a cédé son entreprise « à la casse » pour sauver ses emplois, que j'ai pu rencontrer quand je travaillais sur les solutions d'emplois pour la filière viande, demande aussi à aller de l'avant en essayant de minimiser le problème, comme si cela devait arriver, et surtout de ne pas impliquer les salariés. Bien entendu, il ne s'agit pas de baisser les yeux sur le simple fait qu'il faille sauver des emplois mais cela soulève encore une fois et surtout le problème du coût du travail qui est bien moins élevé en Roumanie et en Allemagne, au-delà du problème de trouver du personnel qualifié. On comprend bien le « coup » de valeur ajoutée immédiate qu'il était intéressant de réaliser sans peut-être même culpabiliser étant donné qu'il n'existait pas, a priori, de risque sanitaire, à part un problème de phénylbutazone... non encore justifié par

l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA).

Donc quelles solutions ? Ne jetons pas cette viande si elle est bonne. Mettons une pression sur la Commission pour qu'elle impose l'origine en plus du contenu sans laisser faire les Etats qui doivent progresser sans avoir peur des lobbys industriels. Sans taxer les transactions, celles-ci seront assainies de facto avec une plus grande valorisation des viandes et races locales, comme cette crise l'a enclenché et comme le font d'ailleurs certaines grandes surfaces avec des labels locaux ou certaines initiatives locales remarquables. On pourra citer l'exemple de la boucherie Fournier de St Jean de Losne qui élève ses propres bêtes. Comme pour les céréales, il faut conserver un élevage intensif et de proximité pour laisser le choix au consommateur. Les farines animales qui viennent d'être relancées pour le poisson peuvent valoriser la viande, voire considérer autrement la Roumanie qui peut nous en fournir. Pourquoi ne pas désormais lancer une gamme de viande bovine-équine et mieux considérer le bien-être animal avec pourquoi pas un label « viande musicalisée ». Le cheval, moins stressé, l'appréciera sans doute autant que la « vache qui rit » !